

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET
HALIEUTIQUES

--==--==--==--

SECRETARIAT GENERAL

--==--==--==--

RESI-2P

--==--==--==--

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

Avis à Manifestation d'intérêt N°2024-13M/MARAH/SG/RESI-2P

Réalisation de deux (02) Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour l'aménagement de bas-fond à Roundo et Iria Yarcé dans la commune de Kalsaka au profit du Programme pour le Renforcement de la Résilience des Petits Producteurs (RESI-2P)

Financement : PTBA 2024-2025 : AA1B301002004 et ligne BFA-2000003918-0155-CS-ICS du PPM 2024-2025

Prêt n°2000004721 et Prêt n°2000004722 du 11 octobre 2023

1. **Publicité.** La présente sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite au plan de passation des marchés publics 2024-2025 du Programme pour le Renforcement de la Résilience des Petits Producteurs (RESI-2P).
2. **Source de financement.** Dans le cadre de la mise en œuvre du RESI-2P, financé par les accords de Prêt n°2000004721 et Prêt n°2000004722 du 11 octobre 2023, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : *Réalisation de deux (02) Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour l'aménagement de bas-fond à Roundo et Iria Yarcé dans la commune de Kalsaka au profit du Programme pour le Renforcement de la Résilience des Petits Producteurs (RESI-2P).*
3. **Description des prestations.** Les services comprennent entre autres **la conception d'outils d'identification et d'évaluation des impacts et des risques liés à l'aménagement des bas-fonds ; l'identification et l'évaluation des impacts et des risques liés à l'aménagement des bas-fonds en s'alignant sur les normes des Procédures d'Évaluation Sociale, Environnementales et Climatique (PESEC) ; le développement des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour chaque site...**
4. **Critères d'évaluation.** Le **RESI-2P** invite, par le présent avis à manifestation d'intérêt, les **consultants individuels** intéressés à présenter leurs manifestations d'intérêt sous plis fermés et un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.
5. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

- **les qualifications du candidat**¹ avoir au moins un diplôme de niveau BAC + 5 au moins en géographie, aménagement et gestion des ressources naturelles, aménagement et gestion de l'environnement, génie rural, hydraulique ou tout autre diplôme jugé équivalent, avec au moins cinq (05) ans d'expérience générale;
- **les références du candidat** concernant l'exécution de marchés similaires : avoir réalisé au moins une (01) expérience spécifique en évaluation environnementale et sociale de projet d'envergure au moins nationale;
 - **Critère principal** : réalisation de NIES et/ou d'études d'impact environnemental et social des projets ou programme de développement ;
 - **Critère subsidiaire** (à départager en cas d'exæquo) : réalisation d'audit environnemental et social des projets ou programme de développement.

6. Informations supplémentaires. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse suivante : **RESI-2P sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15, Téléphone : 25 40 93 63/ 70 56 50 34/ 70 45 35 25** et aux heures suivantes du **lundi au vendredi de 08h00mn à 16h00 mn** ou sur les site du PAPFA www.papfa.org et du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.

7. Composition, date et lieu de dépôt. Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du RESI-2P ;
- le CV daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques conformément au modèle joint ;
- le diplôme légalisé ;
- les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin) ;
- le formulaire d'auto-certification (modèle disponible sur le site dans les tdr).

Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après au **secrétariat du RESI-2P sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15, Téléphone : 25 40 93 63/ 70 56 50 34/ 70 45 35 25** au plus tard le **mardi 03 décembre 2024 à 09h00mn**.

NB : la consultation du présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de références y relatifs peut se faire sur les sites du PAPFA www.papfa.org et du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.

Ouagadougou, le 19 novembre 2024

Le Coordonnateur National du RESI-2P

Wendtinda Elie SIBONE.

¹ joindre le CV daté et signé conformément au modèle, le diplôme légalisé



MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME BUDGÉTAIRE 075 « AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES ET IRRIGATIONS »

PROGRAMME POUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS (RESI-2P)

UNITÉ DE GESTION DU PROGRAMME

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un (e) Consultant (e) pour la réalisation de deux (02) Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour l'aménagement de bas-fonds à Roundo et à Iria Yarcé dans la commune de Kalsaka au profit du Programme pour le renforcement de la résilience des petits producteurs (RESI-2P)

FINANCEMENT : FIDA : 100%

Activité : AA1B301002004 du PTBA 2024-2025 et ligne BFA-2000003918-0155-CS-ICS du PPM 2024-2025

Prêt NO. 2000004721 et NO. 2000004722 du 11 octobre 2023

Novembre 2024



Uniting against Poverty



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Burkina Faso, l'agriculture occupe 63,3% de la population active (RGPH, 2019), fournit environ 61,50% des revenus monétaires des ménages agricoles et contribue pour 21,20% au PIB (IAP, 2022). Par ailleurs, le secteur fait face à des contraintes majeures comme la pression anthropique sur les ressources naturelles par des pratiques agricoles qui dégradent les sols, les systèmes de production non durables et inadaptés. L'on note également la surexploitation des ressources naturelles, le faible accès aux intrants et aux équipements de qualité. En outre, les conflits sont répétés entre agriculteurs et éleveurs en raison de la rareté des aires de pâturage et des ressources dans les couloirs de transhumance. Cette situation entraîne une faible productivité agricole, la détérioration de la situation alimentaire et de la résilience des petits producteurs. A cela s'ajoute la situation sécuritaire qui entrave l'activité des populations rurales et amenuise les opportunités d'exploitation durable des ressources naturelles. Ce contexte de fragilité impose des efforts considérables de développement socioéconomique en particulier en milieu rural où une personne sur deux (51%) vit en dessous du seuil de pauvreté, et qui concentre 92% des pauvres que compte le pays (EHCVM, 2018).

C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Burkina Faso, avec l'appui technique et financier du FIDA a formulé **le Programme pour le renforcement de la résilience des petits producteurs (RESI-2P)**. Le Programme s'inscrit dans la continuité de l'action du FIDA qui, depuis quatre décennies, accompagne le Burkina Faso dans la mise en œuvre de ses priorités stratégiques en faveur des ruraux pauvres. Il fait suite à l'achèvement du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural au Nord, Centre-Nord et Est (Neer-Tamba 2014-2023). Ce projet a développé avec succès des investissements pour accroître la résilience des populations rurales pauvres par une gestion participative et durable des ressources naturelles. Les acquis générés par le projet et leur appropriation par les bénéficiaires ont révélé la pertinence de mettre à l'échelle une telle approche dans un contexte de fragilité qui perdure.

Avec le durcissement rapide des conséquences du changement climatique au niveau mondial, le renforcement de la résilience demeure un élément crucial pour le Burkina Faso dont une grande partie du territoire reste très exposée et très vulnérable aux effets du changement climatique. Le Programme se justifie davantage au regard de son alignement sur les axes stratégiques du COSOP 2019-2024. Surtout, le RESI-2P constitue un instrument de mise en œuvre des politiques et stratégies nationales et sectorielles notamment le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD 2023–2025), la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Politique sectorielle de production agro-sylvo-pastorale et l'Offensive Agro-Pastorale et Halieutique (2023-2025). Ainsi, l'objectif général du RESI-2P est de consolider les capacités d'adaptation des populations rurales aux chocs externes et aux effets du changement climatique. L'objectif de développement vise à renforcer la résilience des petits exploitants, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes en situation

de handicap et des personnes déplacées internes, par des investissements durables visant la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'augmentation des revenus.

Les interventions du programme sont organisées autour de deux composantes d'impact et visent les effets suivants :

- Effet A : la résilience des systèmes de production et l'alimentation des petits producteurs dans les filières cibles sont améliorés ;
- Effet B : les bases de la valorisation et de la compétitivité fondées sur des solutions durables sont développées dans les filières cibles.

D'un budget global de 71,73 milliards de Francs CFA sur une durée de huit ans (2024-2032), le RESI-2P intervient dans les régions du Nord et du Centre-Ouest sur les filières prioritaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec un potentiel de valeur ajoutée : la culture maraichère, le mil, le sorgho, le maïs, le riz, les tubercules (manioc, patate douce à chair orange-PDCO), l'aviculture, la production porcine ainsi que les produits forestiers non ligneux (PFNL). Dans les deux (02) régions, le Programme touchera directement 109 000 ruraux dont 45% (49 050) de femmes et 50% (54 500) de jeunes. Aussi, 13 096 personnes déplacées internes (PDI) et 1 097 personnes en situation de handicap (PSH) bénéficieront du Programme.

L'exécution du RESI-2P, à l'instar d'autres projets et programmes, va engendrer des impacts positifs et négatifs au plan environnemental et social.

Dans l'optique de se conformer aux dispositions en matière d'environnement au Burkina Faso, aux Procédures d'Evaluation Sociale, Environnementale et Climatiques (PESEC) du FIDA et aux obligations environnementales et sociales contenues dans les Accords de financement, le RESI-2P a prévu l'élaboration d'études environnementales et sociales.

Les présents termes de référence sont élaborés en vue du recrutement d'un (e) Consultant (e) individuel (le) qui appuiera le Programme dans la réalisation de la Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour l'aménagement de bas fond de 15 ha à Roundo et 23 ha à Iria Yarcé dans la commune de Kalsaka, région du Nord.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

1- Objectif principal

L'Objectif global de l'étude est d'identifier, de décrire et d'évaluer les enjeux environnementaux et sociaux significatifs et probables des activités d'aménagement de bas fond en vue d'orienter, de proposer des mesures nécessaires pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs et bonifier les impacts positifs.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques assignés à cette mission sont :

- concevoir des outils d'identification et d'évaluation des impacts et des risques liés à l'aménagement des bas-fonds ;

- identifier et évaluer les impacts et risques liés à l'aménagement des bas-fonds en s'alignant sur les normes des Procédures d'Evaluation Sociale, Environnementales et Climatique (PESEC) ;
- réaliser les consultations des parties prenantes en vue d'une acceptabilité environnementale et sociale des activités ;
- développer des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour chaque site ;
- décrire les mesures d'atténuation, de bonification, d'accompagnement, de suivi, et les mesures institutionnelles requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts environnementaux et sociaux négatifs ou pour accroître les impacts positifs.

III. RESULTATS ATTENDUS

- les outils d'identification et d'évaluation des impacts et des risques liés à l'aménagement des bas-fonds sont conçus ;
- les impacts et risques liés à l'aménagement des bas-fonds sont identifiés et évalués en s'alignant sur les normes du PESEC ;
- les consultations des parties prenantes sont réalisées ;
- des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) sont élaborés ;
- les mesures d'atténuation, de bonification, d'accompagnement, de suivi, et les mesures institutionnelles requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts environnementaux et sociaux négatifs ou pour accroître les impacts positifs sont décrites.

IV. PRINCIPAUX ROLES ET RESPONSABILITES

IV.1. Responsabilité du Commanditaire

Le commanditaire prendra toutes dispositions pour faciliter la bonne réalisation de l'étude. Il s'agira de :

- mettre à la disposition du/de la Consultant (e) les documents disponibles (tout document relatif au Projet, qui pourrait être utile pour la réalisation des études);
- appui à la mobilisation des parties prenantes (information des acteurs clés, lettre d'introduction) ;
- assurer le paiement des prestations selon le marché conclu ;
- assurer le suivi du processus et amendement des documents provisoires ;
- organiser les rencontres (cadrage et ateliers de validation) prévues.

IV.2. Responsabilité du/ de la Consultant (e)

Sous la supervision du Coordonnateur du Programme et du Responsable en Résilience, Environnement, Changement climatique et Agroécologie du RESI-2P, le/la Consultant(e) mènera les tâches ci-dessous pour atteindre les résultats attendus.

Le/la Consultant (e) aura pour principales tâches entre autres de :

- participer à la rencontre de cadrage avec l'Unité de Gestion du Programme (UGP) : elle serait l'occasion, pour le bureau d'étude, de mieux prendre en compte les attentes du commanditaire mais aussi de formuler ses besoins en matière de documentation, de facilitation de la prestation, etc. ;
- élaborer le compte rendu de la rencontre de cadrage ;
- exploiter toute documentation à même de contribuer à une bonne réalisation de la prestation : Document de Conception du programme, divers rapports d'études et d'enquêtes d'effets,...);
- effectuer une revue détaillée et analytique de la documentation existante sur le programme ;
- décrire les sous projets proposés en fournissant une description synthétique des composantes pertinentes des sous projets avec des cartes à l'échelle pour la localisation des infrastructures ;
- analyser le cadre politique, légal et administratif dans lequel s'inscrit les sous projets et préparer les références pertinentes des textes applicables et des institutions impliquées dans la gestion environnementale et sociale ;
- décrire et justifier les zones d'étude des sous projets pour l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux aussi bien directs, indirects que cumulatifs ;
- faire la description et l'analyse des conditions des milieux physiques, biologiques et humains des zones d'étude avant l'exécution des sous projets. Ces analyses doivent comprendre les interrelations entre les composantes environnementales et sociales et l'importance que la société et les populations locales attachent à ces composantes, afin d'identifier les composantes environnementales et sociales de haute valeur ou présentant un intérêt particulier ;
- effectuer des visites de terrains des tracés ainsi que la localisation des ouvrages et collecter toutes les informations requises;
- identifier et évaluer l'importance des impacts potentiels environnementaux et sociaux négatifs et positifs, directs, indirects et cumulatifs, à court et à long terme, provisoires et permanents, sur la base d'une méthode rigoureuse et ce, pour la solution sélectionnée ;
- définir les mesures appropriées d'atténuation et de bonification visant à prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs ou à accroître

les bénéfices environnementaux et sociaux des sous projets, incluant les responsabilités et les coûts associés ;

- analyser la prise en compte du changement climatique dans la conception des sous projets ;
- développer des programmes de suivi environnemental et social, incluant des indicateurs, les responsabilités institutionnelles et les coûts associés ;
- préparer un plan de gestion du risque environnemental, incluant une analyse du risque d'accident, l'identification des mesures de sécurité appropriées et le développement d'un plan d'urgence préliminaire si nécessaire ;
- identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation environnementale et sociale ;
- conduire des consultations auprès des parties prenantes primaires et secondaires afin de connaître leurs opinions et leurs préoccupations par rapport aux sous projets; Les procès-verbaux des consultations avec les populations devront être attachés aux rapports de NIES;
- en cas de cession volontaire de terres, collecter l'ensemble de la documentation y afférente ;
- élaborer des projets de clauses environnementales et sociales pour insertion dans les DAO des travaux ;
- assister le RESI-2P pour l'obtention de l'avis de faisabilité environnementale et sociale délivré par les autorités compétentes du Burkina Faso.

V. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

L'étude concernera les sites d'aménagement des bas-fonds, à savoir les sites de 15 ha à Roundo et de 23 ha à Iria Yarcé sis dans la commune de Kalsaka, région du Nord. L'accent sera mis sur l'information, les consultations des possesseurs terriens, des usagés actuels des sites, des potentiels bénéficiaires, des services techniques et des personnes ressources et les acteurs locaux de mise en œuvre du Programme. Pour les aspects institutionnels, législatifs, stratégique et d'ouverture, le / la Consultant (e) pourrait s'ouvrir au-delà de la zone d'intervention.

VI. DUREE ET PERIODE DE LA MISSION

L'étude se déroulera sur la période **de décembre 2024** pour une durée de **trente (30) jours calendaires** à compter de la date de notification de l'ordre de service. Toutefois, le niveau d'effort de la prestation ne saurait excéder **quarante-cinq (45) hommes/jours y compris celui d'un assistant s'il y a lieu**. Cette durée prendra en compte l'animation d'un atelier de cadrage et un atelier de restitution/validation de la

version provisoire du rapport de l'étude. Le / la Consultant (e) respectera strictement les délais fixés pour le dépôt des livrables.

VII. METHODOLOGIE

L'étude se déroulera selon une approche participative et inclusive qui privilégiera les échanges et la concertation entre acteurs dans les prises de décisions.

Le/la Consultant(e) jouera un rôle d'analyste avisé, de facilitateur, d'orientation et d'organisation des réflexions. Son mandat consistera essentiellement à : (i) la préparation de l'étude et participation au cadrage de l'étude, (ii) la collecte des données, (iii) la saisie, le traitement et l'analyse des données collectées, (iv) la restitution des résultats obtenus, (v) la prise en compte des observations/amendements, la finalisation et la transmission du document final de Notice d'Impact Environnemental et Social.

Un comité restreint sera mis en place pour suivre l'évolution des travaux du/de la Consultant (e).

La Notice d'Impact Environnemental et Social sera validée ainsi par l'Agence Nationale des Evaluations Environnementales (ANEVE) à l'issue du dépôt du rapport final.

VIII. LIVRABLES DE L'ETUDE

VIII.1. Documents

Il est attendu à la fin de l'étude :

- le rapport méthodologique de démarrage assorti du plan de travail
- le rapport détaillé de l'étude comportant :
 - les outils d'identification et d'évaluation des risques et impacts ;
 - le rapport ou PV de consultation des parties prenantes ;
 - le Plan de Gestion Environnementale et Sociale

VIII.2. Échéance des livrables

Le tableau ci-après résume l'échéance attendue des livrables dans le cadre de l'étude :

Livrable	Échéance	Contenu	Format	Nombre de copies	Précisions
Rapport de démarrage assorti du plan de travail	OS + 07 jours calendaires	<ul style="list-style-type: none">• Un document dans lequel le consultant présente, la méthodologie de l'étude, les outils de collecte de données et son plan de travail	Papier, Support numérique (Word, PDF)	3	

Livrable	Échéance	Contenu	Format	Nombre de copies	Précisions
Rapport détaillé des études	OS + 30 jours calendaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les outils d'identification des impacts et des risques ; • Les outils d'évaluation des impacts et risques • Le plan de consultation des parties prenantes ; • le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ; 	Papier, Support numérique (Word, PDF) par mail et sur une clé USB	5	Il s'agit de 5 copies pour chaque site
Rapport global de mission	OS+30 jours calendaires	<ul style="list-style-type: none"> • le contexte de la mission • les objectifs • la période et zone de couvertures • le déroulement • les livrables fournis • les recommandations/suggestions de l'atelier de validation ; • les difficultés rencontrés au cours de la mission et suggestions 	Papier, Support numérique (Word, PDF) par mail et sur une clé USB	05	Il s'agit de 5 copies pour chaque site

OS : Ordre de Service de démarrage

IX. PROFIL ET QUALIFICATION DU/ DE LA CONSULTANT (E)

a) Consultant Principal

L'étude sera conduite par un(e) consultant(e) individuel(le) répondant au profil suivant :

- **Qualifications et compétences** : avoir un diplôme de BAC + 5 au moins en géographie, aménagement et gestion des ressources naturelles, aménagement et gestion de l'environnement, génie rural, hydraulique ou tout autre diplôme jugé équivalent, (joindre obligatoirement une copie légalisée du diplôme) ;
- **Ancienneté** : une expérience générale d'au moins cinq (05) années ;

- **Expériences similaires** : Avoir mené au moins une (01) évaluation environnementale et sociale de projet d'envergure au moins nationale.

Le Consultant principal aura pour mission de coordonner la planification et l'exécution de l'étude, et de veiller à ce que le travail accompli réponde aux plus hautes normes professionnelles. Il devra s'assurer que le mécanisme de contrôle de qualité et de supervision mis en place pour la collecte des données est efficace ; il gèrera l'équipe de collecte des données et veillera à ce que chacun de ses membres effectue le travail qui lui est imparti.

NB : Le/La Consultant (e) principal (e) pourra avoir recours à un (e) Consultant (e) associé(e) dans le cadre de la présente mission

b) Profil de l'assistant s'il y a lieu

L'assistant devra avoir la qualification suivante :

- un diplôme BAC + 3 géographie, aménagement et gestion des ressources naturelles, aménagement et gestion de l'environnement, génie rural, hydraulique ou tout autre diplôme jugé équivalent ;
- au moins trois (03) ans d'expérience générale ;
- avoir au moins une expérience spécifique en traitement et analyse des données.

X. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du RESI-2P ;
- le formulaire d'auto-certification ;
- un Curriculum vitae daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques ;
- la copie légalisée du diplôme requis ;
- les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin).

N.B : les manifestations d'intérêts seront déposées sous pli fermé comportant la mention « **manifestation d'intérêt pour la réalisation de deux (02) Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) pour l'aménagement de bas-fonds à Roundo et Iria Yarcé dans la commune de Kalsaka au profit du Programme pour le renforcement de la résilience des petits producteurs (RESI-2P)** » au secrétariat du RESI-2P sis à Ouaga 2000 (dans les locaux de l'ex Projet NEER-TAMBA) côté Nord de **Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 40 93 63.**

Le RESI-2P se réserve le droit de ne donner aucune suite à cet avis de recrutement et ce sans préjudice.

XI. CRITERES ET PROCESSUS DE SELECTION

CRITERS DE SELECTION

Un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) spécialisé dans l'élaboration des études environnementales et sociales sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions de l'article 69 du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

La méthode de sélection du Consultant (e) est conforme à la procédure de sélection du Consultant(e) individuel (le) (SCI) et sera fondée sur les critères suivants :

- le niveau d'étude et de qualification ;
- les expériences spécifiques :
 - o dans la réalisation de Notice d'Impact Environnemental et Social et/ou Étude d'Impact Environnemental et social des projets ou programmes de développement (**critère principal**) ;
 - o dans la réalisation d'Audit Environnemental et Social des projets et programmes (**critère secondaire** à départager en cas d'exæquo).

NB :

- Le/ la titulaire doit autoriser le FIDA et/ou toute autre personne désignée par lui d'inspecter ses bureaux et l'ensemble de ses comptes et registres comptables et ceux de ses sous-traitants en relation au processus de passation du marché et de son exécution. Le titulaire devra en outre permettre les audits qui seraient réalisés par le biais d'auditeurs désignés par le FIDA, si le FIDA le demande. Le/ la titulaire et ses sous-traitants devront prendre en considération que toute action entravant de manière significative les actions prises par le FIDA en matière d'inspection et d'audit constitue une pratique interdite et pourra conduire à la résiliation du Marché (ainsi qu'à une déclaration d'inéligibilité).

XII. MOYENS À METTRE À LA DISPOSITION DU / DE LA CONSULANT (E) PENDANT LA MISSION

Aucun équipement, ni moyen de transport ne sera fourni au/ à la Consultant(e) retenu (e) par le RESI-2P dans le cadre de cette mission. Le/la Consultant(e) devra donc prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution diligente et efficace de la présente mission.

XIII. FINANCEMENT

L'activité sera financée par les ressources du FIDA (100%) prévue à cet effet dans le PTBA 2024-2025 du RESI-2P sous-composante A1 « Aménagements résilients et innovants ; ligne budgétaire AA1B301002004 : Réaliser les études environnementales des sites où les études sont disponibles.

Annexe 1 : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU / DE LA CONSULTANT(E) INDIVIDUEL

1. Etat civil

- Nom et prénom (s),
- Profession,
- Date de naissance,
- Nationalité,
- Adresse postale,
- Téléphone,
- E-mail.

2. Fonctions actuelles [Indiquer les fonctions et postes occupés actuellement]

3. Principales qualifications [Domaines de compétences et nombre d'années d'expériences]

4. Education [*Indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates auxquelles ils l'ont été du plus récent au plus ancien*]

5. Affiliation à des associations/groupements professionnels _____

6. Autres formations [*Indiquer toute autre formation reçue depuis 4 ci-dessus*] _____

7. Pays où le candidat a travaillé [*Donner la liste des pays ou le candidat a travaillé au cours des 10 dernières années*] :

8. Langues : [*Indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite*]

9. Expérience professionnelle : [*En commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par le candidat depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.*]

Depuis [année] _____ jusqu'à [année] _____

Employeur : _____

Poste : _____

10. Expérience du candidat qui illustre le mieux sa compétence	11. Détail des tâches exécutées
---	--

<p><i>[Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle du candidat pour les tâches mentionnées au point 10]</i></p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>	<p><i>[Indiquer toutes les tâches exécutées pour chaque mission]</i></p>
--	--

12. Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date : _____

[Signature du consultant]

Annexe 2 : FORMULAIRE D'AUTO CERTIFICATION

Le présent formulaire d'auto certification doit être rempli par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit ensuite le renvoyer, accompagné de l'offre/la proposition à **[RESI-2P]**, à l'adresse suivante : Secrétariat de l'Unité de Gestion (UGP) du RESI-2P sise à Ouaga 2000, 15 BP 233 Ouagadougou 15 (Locaux de ex projet Neer-Tamba).

Les instructions à suivre pour remplir le formulaire figurent ci-après.

Dénomination sociale du soumissionnaire :	
Nom et fonction du représentant légal du soumissionnaire :	
Titre du marché :	
Date :	

Je certifie par la présente que je suis le représentant autorisé de [.....] et certifie également que les informations fournies dans le présent formulaire sont véridiques et exactes à tous égards importants. Je comprends que toute anomalie significative, fausse déclaration ou non-transmission d'informations requises par le présent formulaire peut entraîner des sanctions et des recours, y compris l'interdiction permanente de participer à des activités ou des opérations financées ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés, au Manuel de passation des marchés du FIDA ainsi qu'à toutes les autres politiques et procédures applicables du FIDA, y compris la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (disponible à l'adresse www.ifad.org/anticorruption_policy) et la **Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles** (accessible à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/ethics>).

Signature autorisée : _____ **Date:** _____

Nom du signataire en lettres capitales : _____

- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise n'ont recours à **AUCUNE** pratique frauduleuse, ni à **AUCUN** fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction en lien avec la présente procédure de passation de marchés.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire liée à des pratiques frauduleuses ou fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion¹.
- Le soumissionnaire certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts², avéré ou potentiel, susceptible d'influer sur sa capacité à agir dans l'intérêt de **[RESI-2P]** ou du FIDA,, s'agissant de lui-même, de son/ses propriétaire(s), ses agents, de sous-consultants, de sous-traitants, ou encore de partenaires de consortium ou de coentreprise.
 - Le soumissionnaire certifie qu'**AUCUNE** gratification (ni aucun frais, cadeau, commission ou autre élément de valeur) n'a été payée ou donnée, ou ne sera payée ou donnée, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres.

OU

[À remplir si la case précédente n'a pas été cochée]

Le soumissionnaire déclare que les gratifications, frais, commissions, cadeaux ou autres éléments de valeur suivants ont été payés ou versés, ou seront payés ou versés, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres :

- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]

¹ Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter les données à l'adresse suivante : <http://crossdebarment.org/>.

² Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés ou personnels d'un soumissionnaire peuvent influencer ou paraître influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses tâches. Par intérêts privés ou personnels, on entend les situations dans lesquelles un soumissionnaire semble bénéficier indûment, de manière directe ou indirecte, ou permettre à un tiers de bénéficier indûment, de ses liens avec une entreprise ou un organisme travaillant directement ou indirectement pour le projet.

Annexe 3 : INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

Le soumissionnaire s'engage à vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

Le soumissionnaire s'engage à suivre la procédure décrite ci-après pour vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne figurent **PAS** sur la liste des entreprises et des individus non admissibles de la Banque mondiale (accessible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>) en raison d'une "exclusion croisée".

La liste de la Banque mondiale des entreprises et des individus non admissibles est une base de données qui peut être consultée si l'on souhaite savoir si une personne ou une entreprise est admissible.

Le soumissionnaire doit imprimer, dater et joindre au présent formulaire d'auto certification la/les page(s) de résultats, avec la mention "Absence d'exclusion".

Si un/des résultat(s) s'avère(nt) défavorable(s) (c'est-à-dire si la/les page(s) de résultats montre(nt) qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, soumissionnaire y compris, ne sont pas admissibles parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée) et que le soumissionnaire estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", il doit immédiatement en informer **RESI-2P**.

Si, d'autre part, il est établi à ce stade que le contractant ou l'un de ses directeurs, associés, propriétaires, personnel clé, agents, sous-consultants, sous-traitants et partenaires du consortium et de la coentreprise ne sont pas admissibles, le contractant doit immédiatement en informer **RESI-2P** qui déterminera si le contrat peut être exécuté ou si le contractant peut procéder à un remplacement. Une telle décision sera prise au cas par cas et devra être approuvée par le FIDA, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

Tous les documents susmentionnés doivent être conservés par le contractant en tant qu'éléments du dossier relatif au contrat passé **RESI-2P** pendant toute la durée du contrat et pour une période minimum de trois ans après l'achèvement du contrat.
